

## « Penser la Société, Penser le politique »

### Electeurs et partis dans le jeu politique contemporain ?

Alors que l'abstention progresse en France, qu'une méfiance envers les classes politiques s'installe, les partis politiques français sont encore les acteurs majeurs de la démocratie hexagonale. En nous focalisant sur la situation française, nous nous demanderons dans quelle mesure les partis politiques français contemporains sont encore essentiels aux électeurs.

Les partis politiques sont avant tout des organisations essentielles pour la démocratie et les électeurs. La pluralité et la diversité des partis politiques font de ces organismes les acteurs majeurs du système politique français. Ces deux caractéristiques garantissent la mise en avant d'idées, de propositions, de valeurs différentes ; et la possibilité pour les électeurs d'y adhérer ou de les rejeter en votant pour les partis qui les représentent, permet l'alternance politique, pilier fondamental de la démocratie. A cette diversité d'idées on peut rajouter une diversité de personnalités : en soutenant médiatiquement et surtout financièrement leurs candidats potentiels, les partis permettent une diversité dans les profils des candidats. La fortune personnelle n'est pas un critère de réussite.

Un électeur pourra se reposer sur plusieurs certitudes face au candidat d'un parti : le candidat partage des valeurs communes au parti, et s'il est élu il se conformera aux règles législatives, dans la mesure où il se conforme déjà à celle d'un parti démocratique. Pour les candidats, être représentant d'un parti permet aussi de gagner en légitimité. Les candidats étant sélectionnés par les membres du parti politique (exception faite du système des primaires), être considéré comme légitime par des personnes qui se sentent légitimes et compétentes, (les membres du parti) permet de bénéficier d'une légitimité supplémentaire.

Cette nécessité de partis politiques nombreux et variés peut cependant être tempérée par le fait que les partis politiques peuvent sous certains aspects être perçus comme des outils au service des adhérents plus qu'au service des électeurs.

Dans la définition même des partis politiques existent une volonté de conquérir le pouvoir, et pour conquérir ce pouvoir, de transiger sur certaines idées. Ces concessions peuvent cependant aller à l'encontre du souhait des électeurs. Surtout, le fait que certaines personnalités, et membres de parti politique acceptent de transiger sur certaines idées ou propositions pour exercer ce pouvoir, est souvent critiqué. Le parti est alors perçu comme une « machine à gagner », une organisation permettant d'obtenir de l'argent pour une campagne électorale c'est-à-dire pour quelques membres du parti.

L'impact des partis politiques sur les électeurs est de plus assez relatif. Dans la mesure où la socialisation politique est extrêmement importante dans le choix de l'électeur, que seulement une dizaine de pour cent des électeurs potentiels ont un profil « optimisateur », adaptant leur vote en fonction de leurs intérêts, et que lorsqu'une campagne politique a commencé les électeurs changent rarement leurs votes et la campagne ayant tendance à confirmer leur vote, l'action que les partis ont sur les électeurs est assez faible.

Au contraire l'action qu'a un parti politique sur ses propres militants est plus importante. On pourrait la qualifier de « sur-socialisation ». Les membres d'un parti politique sont des personnes déjà impliquées dans la vie politique. En souhaitant s'impliquer plus, ou souhaitant avoir plus d'impact, elles

vont d'abord choisir un parti politique qui correspond à leurs valeurs. En côtoyant des personnes aux idées semblables également socialisées, elles vont alors en appartenant à ce nouveau groupe, tendre à confirmer ces valeurs, à se « re-socialiser » sur une socialisation déjà existante, donc à se « sur-socialiser ».

Si les partis politiques sont donc indispensables à leurs membres, nous allons voir que l'entrée dans le XXI<sup>ème</sup> siècle tend à les éloigner de leurs électeurs.

En défendant une vision globale de la société les partis politiques devraient se distinguer des groupes d'intérêts, et autres groupes de pression car ils font primer le bien-être collectif. Cependant près de 9 français sur 10 ne faisaient pas confiance en leurs dirigeants en janvier 2014<sup>i</sup>. Cette défiance envers les politiques semble cependant symptomatique d'une défiance envers les « élites » en général (politiques, entreprises, médias...) qui s'est détériorée notamment depuis le début du millénaire. Nous nous pencherons donc sur la période actuelle.

Créés au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le rôle des partis politiques est amené à changer avec le XXI<sup>ème</sup> siècle. Alors que l'abstention augmente continuellement<sup>ii</sup>, que le nombre d'adhérents des trois principaux partis français représente 452 000 personnes soit 1% du nombre d'inscrits sur les listes électorales (chiffre que l'on peut mettre en comparaison avec les 700 000 membres de la CGT, ou avec les 6.4 millions de syndiqués allemands du DGB<sup>iii</sup>), nous pouvons nous demander si les partis politiques ne perdent pas leur fonction tribunitienne. De plus avec l'instauration des primaires qui se généralise dans les partis politiques, il est aujourd'hui possible de « peser » activement sur la vie politique d'un parti sans en être adhérent, voire sans en partager une part importante de valeurs. En effet, pour les primaires qui virent la désignation de François Hollande comme candidat en 2011, il fallait signer une charte comportant la phrase suivante : « Je me reconnais dans les valeurs de la Gauche et de la République, dans le projet d'une société de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité, de justice et de progrès solidaire. ». Cette phrase assez générale permettait la participation de personnes d'horizons très différents. Ce système de primaires ouvertes aux sympathisants sera également appliqué pour la « Droite Républicaine » dans l'année.

Avec l'irruption d'internet et des réseaux sociaux, les partis politiques sont en train de perdre une partie de leur monopole sur une autre fonction essentielle, la fonction contestataire, qu'ils détenaient auparavant. D'autres organismes peuvent rassembler les masses sur une cause donnée, sans faire appel à des partis politiques. La pétition organisée par un groupement d'associations syndicales contre la loi El Khomri, qui a rassemblé plus d'un million de signatures<sup>iv</sup> ou la création de la « Manif pour tous » (organisation qui se voulait apolitique<sup>v</sup>) sur la loi pour le mariage homosexuel, nous montrent que d'autres organisations peuvent prendre le « leadership » sur des contestations qui autrefois auraient été menées par les partis politiques. Les nouvelles technologies permettent d'introduire ces nouvelles formes de protestations et d'expressions publiques, qui s'ajoutent aux manifestations et élections. Les élections ne sont plus alors le seul moyen d'exprimer son opinion diminuant l'intérêt des partis, dont le but premier est de gagner les élections.

D'autres structures tendant à court-circuiter les partis politiques ont été institutionnalisées dans les années 2000. On peut penser notamment aux conseils de quartiers, conseils dont le rôle est de développer la participation citoyenne, et qui voit des discussions s'installer entre élus, associations locales, habitants.

Sur le plan théorique des modifications importantes sont également à noter. A l'origine créées pour défendre des idées et y faire adhérer les électeurs, les conceptions économiques ou sociales de la société sont en train de perdre de l'importance au profit du « vote-contre », ou « vote-sanction » (notamment visible dans les appels à voter contre le Front National, ou à « sanctionner », le pouvoir en place)<sup>vi</sup>.

Créés également pour représenter des parties de la population française et faire remonter des points de vue et des intérêts, les partis politiques perdent en légitimité avec la publication journalière de sondages « représentatifs » (dans le sens scientifique du terme), ou de pétitions qui court-circuitent ce rôle de porte-parole de groupes d'intérêts ou de groupes démographiques donnés.

Selon un sondage du CEVIPOF de 2014, 73% des français récuseraient aujourd'hui la pertinence des notions de droite et de gauche. Cela tendrait à nous faire penser à une indifférenciation des partis, notamment des partis « de gouvernement » dont les différences seraient brouillées et illisibles, avec l'irruption du Front National. Cependant ces termes, et cette différenciation « droite-gauche » sont encore aujourd'hui utilisés couramment dans le jeu politique actuel et ont encore une valeur dans le système politique français. On aurait même tendance à surutiliser ces termes avec l'apparition de « la droite de la gauche », « la gauche de la droite... ». Ces termes traduisant des différences sociétales auraient tendance à compliquer la situation. Cette complexification actuelle du jeu politique, avec ces dissensions idéologiques actuelles qui existent au sein même des partis tend à brouiller ce jeu, et éloigner certains électeurs qui ne se sentent pas compétents pour s'exprimer.

Si les partis politiques sont indispensables à l'exercice contemporain de la démocratie pour les électeurs français, les différences d'objectifs qui peuvent exister entre sympathisants et militants d'un parti, et les nouvelles formes d'expressions de la démocratie, tendent à diminuer les relations existant entre les partis et les électeurs.

---

<sup>i</sup> **Enquête du CEVIPOF Vague 5 janvier 2014**

<http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-5-janvier-2014/>

<sup>ii</sup> **Article de Slate.fr 24 mars 2014**

<http://www.slate.fr/france/85007/municipales-abstention-record-pas-exceptionnelle>

<sup>iii</sup> **Site officiel vie-publique.fr**

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/elections-2014-nombre-electeurs-inscrits-hausse.html>

**Données chiffrées**

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Les\\_R%C3%A9publicains\\_\(parti\\_fran%C3%A7ais\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_R%C3%A9publicains_(parti_fran%C3%A7ais))

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti\\_socialiste\\_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_socialiste_(France))

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Front\\_national\\_\(parti\\_fran%C3%A7ais\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Front_national_(parti_fran%C3%A7ais))

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration\\_g%C3%A9n%C3%A9rale\\_du\\_travail](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_g%C3%A9n%C3%A9rale_du_travail)

**Article du Friedrich Ebert Stiftung Janvier 2010**

[http://www.fesparis.org/tl\\_files/fesparis/pdf/publication/Heiner%20Dribbusch.pdf](http://www.fesparis.org/tl_files/fesparis/pdf/publication/Heiner%20Dribbusch.pdf)

<sup>iv</sup> **Article du Monde du 7 mars 2016**

[http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/03/07/loi-travail-questions-sur-une-petition\\_4878001\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/03/07/loi-travail-questions-sur-une-petition_4878001_4355770.html)

<sup>v</sup> **Communiqué de presse du 1 mai 2013 de « La manif pour tous »**

<http://www.lamanifpourtous.fr/actualites/la-manif-pour-tous-est-apolitique/>

<sup>vi</sup> **Article de France TV info 8 décembre 2015**

[http://www.francetvinfo.fr/elections/regionales/direct-regionales-la-droite-et-la-gauche-s-echarpent-sur-la-strategie-pour-faire-face-au-fn\\_1210517.html](http://www.francetvinfo.fr/elections/regionales/direct-regionales-la-droite-et-la-gauche-s-echarpent-sur-la-strategie-pour-faire-face-au-fn_1210517.html)

**Article de France Info 6 décembre 2015**

<http://www.franceinfo.fr/actu/politique/article/comprendre-le-vote-des-francais-750155>